demandes et des projets (1). » Ce tableau présente l'image de plus d'une assemblée postérieure.

Delandine fut député par le Tiers-État de la province du Forez aux États-Généraux, qui prirent, après la réunion des Ordres, le titre d'Assemblée constituante. Il publia encore, en 1788, une *Requête à messieurs les Prévôts des Marchands, Echevins et Officiers municipaux de la ville de Lyon* (ibid. in-8°). C'était une réclamation présentée au nom des habitants de Lyon, contre des réunions illégales et un écrit mal à propos intitulé : *Procès Verbal de l'assemblée des citoyens du Tiers-État de Lyon*. Delandine vota constamment avec les défenseurs des principes monarchiques, persuadé qu'il était que le trône sera toujours le plus ferme appui de la liberté civile. Au 1^{er} août 1789, il combattit la déclaration des droits comme intempestive, et propre seulement à favoriser les insurrections. Le 9, il proposa d'employer à couvrir le déficit tout le revenu des bénéfices ecclésiastiques qui viendraient à vaquer; mais cette mesure, à laquelle l'archevêque d'Aix adhéra au nom du clergé, fut repoussée. Delandine, sentant bien les inconvénients du *veto* absolu pour le monarque lui-même, se prononça en faveur du *veto* suspensif. Il parla contre le plan d'une nouvelle division du royaume, dont le moindre mal, suivant lui, était d'accroître la prépondérance de Paris. Le 2 juillet 1790, il demanda qu'on exceptât de la vente des biens nationaux les patronages laïques, et les prébendes dont les revenus étaient destinés à l'éducation de la descendance des fondateurs. Il proposa le maintien des charges judiciaires et des offices ministériels, dont la suppression pouvait réduire à l'indigence une foule de familles. Le 3 septembre, il voulut s'opposer à une nouvelle émission d'assignats, et, malgré les cris de la gauche, tenta de réfuter les motifs avancés par Mirabeau pour la défense de cette mesure. Il demanda que la garde royale fût entièrement

(1) *Discours prélim.*, page xij.